



LIRE ET ECRIRE

POUR LA PRISE EN COMPTE DES PERSONNES ILLETTRÉES ET LE DROIT À L'ALPHABÉTISATION ÉLECTIONS MAI 2014

Suite à la prégnance de plus en plus forte de l'État social actif, concrétisée par des politiques d'activation des chômeurs et des allocataires sociaux, mais aussi par de nouvelles politiques d'accueil des primo-arrivants et d'accès à la nationalité, Lire et Ecrire, mouvement d'éducation permanente porté par les mouvements ouvriers socialiste et chrétien, constate que ces politiques ont des retombées particulièrement négatives sur les personnes en situation d'analphabétisme. Celles-ci éprouvent en effet de grandes difficultés à répondre aux contraintes, notamment administratives, qui leur sont imposées sous peine d'exclusion. Déjà discriminées sur le marché de l'emploi, elles le sont une seconde fois au niveau des politiques venues remplacer les filets mis précédemment en place par l'État afin d'assurer une sécurité minimale d'existence à tous.

C'est dans ce contexte politique très préoccupant que Lire et Ecrire présente ses revendications en vue des élections du 25 mai prochain.

1. En lien avec les politiques européennes d'austérité, de renforcement de la compétitivité et de marchandisation des services, des pans entiers des services publics sont privatisés ou en voie de l'être. Cette logique marchande tend également à être imposée au secteur associatif, que ce soit via la réduction des budgets publics, les tentatives répétées d'assimiler les associations à des services marchands ou l'imposition de normes managériales issues du privé.

LIRE ET ECRIRE demande le respect des principes de liberté associative, dans une concertation avec un pouvoir public fort, en vue de permettre des synergies efficaces entre les deux parties et un développement social dans le respect de l'intérêt collectif et de chaque citoyen.

LIRE ET ECRIRE porte aussi d'autres revendications comme la non-limitation des heures de formation, la possibilité d'accueillir tous les publics en demande d'alphabétisation, quels que soient leur statut, leur origine, leur projet de formation...

2. L'alphabétisation est au cœur d'un faisceau diversifié de politiques permettant de répondre aux différents besoins et demandes du public concerné. Le poids de chacune de ces politiques n'est cependant pas identique, entraînant, selon les spécificités des publics en Régions wallonne et bruxelloise, des déséquilibres importants dans les profils des personnes accueillies en formation.

LIRE ET ECRIRE demande l'activation de la Conférence interministérielle pour l'alphabétisation des adultes en vue d'établir le cadre d'une politique concertée, engageant les différents niveaux de pouvoir pour la durée de la législature. Elle insiste aussi sur le suivi et l'actualisation annuelle de cette politique transversale par le Comité de pilotage de la Conférence interministérielle.

LIRE ET ECRIRE demande également que la Conférence interministérielle pour l'alphabétisation s'engage à mieux faire coïncider les investissements dans les programmes d'alphabétisation avec les besoins réels des personnes concernées, en particulier le développement de l'alpha insertion socioprofessionnelle à Bruxelles et l'alpha insertion sociale en Wallonie.





WWW.LIRE-ET-ECRIRE.BE

3. En tant que mouvement d'éducation permanente, Lire et Ecrire développe l'alphabétisation dans une perspective d'émancipation, de participation et de changement social vers plus d'égalité. Le décret Éducation permanente de 2003 et le décret Emploi de 2008 donnent un cadre législatif globalement adéquat pour travailler ces enjeux.

LIRE ET ECRIRE demande une application du décret Éducation permanente à 100%, comme prévu par le législateur.

LIRE ET ECRIRE demande également la pérennisation de l'emploi du secteur par la prise en compte de l'évolution de l'ancienneté barémique des travailleurs et du respect des objectifs fixés par les accords du non-marchand.

4. La déclaration de politique communautaire de 2009, ouvrant la législature précédente, reprenait un constat largement partagé par Lire et Ecrire, à savoir le caractère particulièrement discriminatoire de notre système d'enseignement. Les apprenants en alphabétisation qui en ont subi les conséquences en termes d'exclusion sont, à ce titre, des témoins privilégiés.

LIRE ET ECRIRE, en tant que membre de la Plateforme contre l'échec scolaire, demande d'arrêter la course aux réformes, de prendre le temps de l'évaluation et du débat avec tous les acteurs concernés, ce qui nécessite d'identifier les freins aux changements et de lever certains tabous.

5. Le manque de places d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans prive un certain nombre de parents de toute possibilité d'entrée en formation.

LIRE ET ECRIRE demande l'ouverture de nouvelles places d'accueil de qualité pour les enfants de 0 à 3 ans, accessibles financièrement et géographiquement à tous les parents formulant une demande de formation.

Le cahier de revendications détaillé est disponible sur commande ou en téléchargement :
Contact :
lire-et-ecrire@lire-et-ecrire.be

Éditeur responsable : Sylvie Pinchart, Rue Charles VI 12, 1210 Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

AVEC LE SOUTIEN
DE LA FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES